

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 10 décembre 1969

La séance est ouverte à 2 heures.

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. KNOWLES (WINNIPEG-NORD-CENTRE)—LA DISTRIBUTION DE DIAPOSITIVES À PROPOS DE LA RÉFORME FISCALE PAR LE MINISTRE DES FINANCES

[Traduction]

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je soulève une question de privilège dont j'ai informé votre Honneur aux termes du Règlement. Hier, le chef de notre parti a reçu une lettre du ministre des Finances (M. Benson); elle a dû être communiquée à notre parti à cause d'une question qu'elle contenait. Nous avons étudié la lettre lors de notre caucus ce matin et c'est au nom de notre caucus que je soulève la question de privilège, qui me semble toucher cependant les membres de tous les partis à la Chambre.

Le ministre des Finances, dans sa lettre d'hier, nous informe qu'il a préparé une série de 10 diapositives en couleur au moyen desquelles on pourra présenter, à ceux qui s'y intéressent, les propositions exposées dans le Livre blanc sur la réforme fiscale. Sans nul doute on peut alléguer que ces diapositives ont un caractère d'information. La plupart d'entre nous, députés de l'opposition, croyons toutefois que c'est pure propagande gouvernementale.

J'en viens tout de suite, monsieur l'Orateur, au point qui fait de cette initiative non seulement un sujet de grief ou de doléances, mais qui pose la question de privilège parlementaire. Avant de soulever la question de privilège, puis-je dire qu'il ne s'agit pas en ce moment des mérites ou des démérites du Livre blanc. Nous croyons qu'il contient de sages propositions, en fait, si sages que nous voudrions les voir mises en pratique dans l'immédiat. Mais le nœud de l'affaire n'est pas là. C'est avant tout l'usage des fonds publics pour du battage autour de propositions gouvernementales que le Parlement n'a pas encore entérinées.

Des voix: Oh, oh!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): On pousse des oh! et des gémissements de l'autre côté de la Chambre. Monsieur l'Orateur, à un moment où nous entendons parler d'Informa-

tion Canada et des diverses mises en condition des Canadiens afin qu'ils acceptent les idées du gouvernement, réfléchissons un peu à un arrangement de cette nature.

En 1955 et 1956, lorsque le Parlement étudiait le régime des pensions du Canada, dont j'étais l'un de ses champions, les plus ardents...

L'hon. M. Benson: En 1965.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je remercie mon honorable ami de sa mise au point: 1965 et 1966. Qu'est-ce que dix ans de plus ou de moins?

L'hon. M. Macdonald: Pour vous?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je me souviens que les compagnies d'assurance avaient lancé une campagne de publicité extraordinaire contre cette proposition à coup d'annonces dans les journaux et d'autres battages. Je le répète, j'étais un ardent protagoniste du régime. Je n'ai pas prisé cette campagne de mauvaise foi. J'en avais parlé au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'alors pour lui demander si le gouvernement ne pourrait pas intervenir pour neutraliser cette campagne, et je me souviens fort bien que l'honorable Judy LaMarsh m'avait répondu y avoir songé, s'être renseignée et avoir appris qu'il n'était ni opportun ni légal de dépenser des deniers publics pour faire connaître une proposition du gouvernement qui n'avait pas encore été adoptée par la Chambre. Et pourtant, monsieur l'Orateur, c'est précisément ce qui arrive présentement.

On a dépensé des deniers publics pour ces diapositives en couleurs, et la plupart d'entre nous savent combien elles sont coûteuses. Nous n'avons aucune idée des autres dépenses qui sont faites. Je le répète, monsieur l'Orateur, tout cela est contraire à l'usage accepté que les fonds publics ne doivent pas être consacrés à promouvoir des propositions du gouvernement qui ne sont pas encore adoptées par le Parlement.

Une voix: On fait de l'excellent travail.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Mon honorable ami dit qu'on fait de l'excellent travail. Je suis disposé à en convenir et à reconnaître que le Livre blanc contient de bonnes propositions. Mais la question qui nous occupe est bien plus grave. Verrons-nous demain le gouvernement se servir de ses res-